



LE NOUVEL ESPRIT PUBLIC

Philippe Meyer

ISSN 2608-984X

COMPTE-RENDU ANALYTIQUE DE L'ÉPISODE N°477 (18 OCTOBRE 2026)

DIVISIONS DE LA GAUCHE ET DÉSORDRE HOUTHY

LA GAUCHE, COMBIEN DE DIVISIONS ?

Introduction

Philippe Meyer :

Avec plus de 66% des suffrages, soit environ 79.000 voix sur 134.000 inscrits, Raphaël Glucksmann a remporté, dès le premier tour, la primaire sociale-démocrate organisée le 11 octobre par le Parti socialiste, Place publique et la Gauche républicaine et socialiste. Ce score marque une large approbation par les électeurs de la gauche modérée de ce qu'incarne le député européen (Place publique) : discours pro-européen, écologiste, soutien indéfectible à l'Ukraine et, surtout, refus de toute alliance avec La France insoumise (LFI) et son dirigeant, Jean-Luc Mélenchon. Derrière lui, Olivier Faure a rassemblé 14,5 % des votes, Ségolène Royal 7,6%, puis Emmanuel Maurel et Jérôme Guedj au coude à coude, en dessous des 6%.

Le candidat va désormais devoir rassembler son camp et préciser son positionnement. Les défis s'amoncellent déjà à l'orée de sa campagne pour 2027. À commencer par l'espace à laisser à ses anciens concurrents. Évincé dès le premier tour, le patron du PS soutient le gagnant du bout des lèvres. Sa défaite en rase campagne signe l'effacement de son parti. Lors des débats pour la primaire, le ton est monté sur l'international avec l'Ukraine et Gaza, et surtout, sur la question des alliances avec LFI qui est apparue comme le clivage majeur entre les cinq compétiteurs.

Les divergences, rivalités et divisions au sein de cette gauche sont telles que Raphaël Glucksmann n'aura pas dès maintenant campagne facile. Il fait le pari de réinstaller le vocable « social-démocrate » dans la campagne. Un concept devenu en 2026 une tentative de société du compromis, une pratique plus

horizontale du pouvoir pour adapter nos vies aux impératifs sociaux et écologiques du moment. Pour l'instant, ce terme de « social-démocratie » reste flou dans l'esprit des Français et agit comme un repoussoir pour une partie de l'électorat de gauche. En outre, Raphaël Glucksmann devrait trouver François Hollande sur son chemin.

Dans la reconstruction actuelle de la gauche, pour gagner, l'eurodéputé promet qu'il sera le « *candidat de la justice sociale et fiscale, de la révolution écologique et de la démocratie* », mais aussi celui de « *la rupture avec le macronisme* ».

Selon un sondage Elabe pour BFMTV et La Tribune Dimanche publié le 3 octobre, soit avant le vote, 72% des Français « *doute des chances* » du candidat désigné par la primaire à gauche de se qualifier. Président de l'institut Cluster17, Jean-Yves Dormagen souligne qu'« *il y a plus d'électeurs qui hésitent entre Édouard Philippe et Raphaël Glucksmann qu'entre Jean-Luc Mélenchon et Raphaël Glucksmann.* » Et le sondeur de conclure, sans appel : « *les marges de progression du vainqueur de la primaire sont plus importantes dans l'espace modéré et central qu'au sein de l'électorat de la gauche mélenchoniste* ».

Akram Belkaïd :

Un postulat s'est installé dans la vie politique française depuis une dizaine d'années : dans les projections pour l'élection présidentielle, on considère que le candidat du Rassemblement national sera nécessairement présent au second tour et que, dès lors, la qualification d'un autre candidat constitue presque un viatique pour la victoire, grâce au rassemblement républicain. Nous l'avons vécu en 2017 et en 2022, au point d'en oublier le souvenir de 2002. Dans cette perspective, on peut se demander si cette primaire sociale-démocrate vise à permettre à Raphaël Glucksmann d'accéder au second tour ou si elle est aussi destinée, par le jeu des alliances et des recompositions, à empêcher Jean-Luc Mélenchon d'y parvenir.

C'est le véritable enjeu, car personne ne croit, au vu des sondages que vous avez cités, que Raphaël Glucksmann sera présent au second tour au printemps prochain. D'autant qu'il trouvera sur sa route François Hollande, mais aussi François Ruffin, susceptible d'attirer des électeurs qui hésitent à soutenir LFI sans être prêts à rejoindre la social-démocratie. Cela invite à relativiser l'importance de ce scrutin, présenté médiatiquement comme déterminant. Certains de mes confrères ont parlé de « *victoire écrasante* ». Mais restons modestes : 79.000 voix, c'est peu. Il suffit de comparer la participation à cette primaire avec celle de la primaire socialiste de 2016 pour mesurer la différence. Je voudrais également exprimer ma profonde réserve à l'égard des scrutins où l'on fait payer les électeurs. Dans un pays républicain, on ne devrait pas avoir à payer pour voter. C'est une pratique dangereuse pour la démocratie et l'esprit républicain. J'aurais tenu exactement le même discours si Ségolène Royal ou Olivier Faure avait remporté cette primaire.

Un dernier élément mérite l'attention, même s'il faut se garder de tirer de ce scrutin des conclusions définitives à l'échelle nationale : l'effet dégagiste. Les derniers représentants du Parti socialiste ont été balayés par un nouveau venu dont les idées n'ont pas toujours été celles qu'il défend aujourd'hui. Raphaël Glucksmann a soutenu Nicolas Sarkozy en 2008 et professé pendant longtemps des idées libérales, tout à fait respectables au demeurant.

Cela me rappelle un incident de la campagne présidentielle de 2002, lorsque Lionel Jospin, confronté à des ouvriers, s'était entendu répondre par l'un d'eux : « *on n'est pas de gauche quand on privatise* ». Si Raphaël Glucksmann veut attirer des électeurs susceptibles de voter pour François Hollande, François Ruffin ou Jean-Luc Mélenchon, il devra gauchir son discours. Dans la recomposition politique actuelle, cet exercice de grand écart me paraît particulièrement périlleux.

Béatrice Giblin :

Le soir des résultats, il y a eu un enthousiasme médiatique incontestable, lié à la surprise des 66% obtenus par Raphaël Glucksmann et des 14% d'Olivier Faure. Si Glucksmann avait obtenu 54%, et plus encore s'il avait dû affronter un second tour, la perception aurait été très différente. Mais revenons à des proportions plus modestes : 79.000 électeurs, ce n'est pas beaucoup, surtout en comparaison des primaires précédentes. Lorsque Ségolène Royal avait remporté la primaire, seuls les militants du Parti socialiste votaient, et ils n'étaient guère plus nombreux. Tout dépend donc de la manière dont les primaires sont organisées.

Il y a néanmoins eu un vote, et ce sont les militants qui ont choisi. Il n'existe pas tant de formations politiques où l'on donne aux militants la possibilité de désigner leur candidat. Jean-Luc Mélenchon, lui, annonce sa candidature, tout le monde suit et personne ne conteste. Ce n'est pas nécessairement un modèle de démocratie républicaine très rassurant. Prenons donc ce résultat pour ce qu'il est : un choix des militants, qui ont notamment accepté de payer pour voter afin

d'éviter l'entrisme de LFI. L'objectif était clairement de contrôler le scrutin pour obtenir un résultat sur lequel ils pourraient s'accorder.

Revenons à la question des divisions de la gauche. Le problème qui se pose désormais est celui de l'attitude des militants socialistes à l'égard de la campagne de Glucksmann. Il existe déjà, au sein des sections du parti, une minorité qui affirme qu'il n'est pas de gauche. Elle est encore minoritaire, mais que deviendra-t-elle ? Et surtout, qu'est-ce qu'être de gauche ? Lorsqu'on leur pose la question, la réponse n'est pas si évidente ...

Ces militants disposent pourtant d'un candidat qui revendique un programme de gauche, Jean-Luc Mélenchon, mais ils ne le rejoignent pas. C'est là toute l'ambiguïté de cette division : ils sont gênés par ses positions internationales, notamment sur l'Ukraine et par son attitude envers Poutine. Akram évoquait l'hypothèse selon laquelle Glucksmann servirait à empêcher un candidat de gauche d'accéder au second tour. Mais il faut rappeler que Mélenchon est rejeté par une très large majorité des Français. Il est, me semble-t-il, l'une des personnalités politiques les plus détestées, avec près de 80% des Français qui ne souhaitent pas le voir à la tête du pays. Ce n'est pas rien.

Mélenchon consolide son bloc électoral, notamment auprès des lycéens, même si tous n'auront pas 18 ans lors de la présidentielle. Mais on ne peut pas gagner une élection présidentielle en s'adressant uniquement aux électeurs de gauche. Il faut impérativement élargir sa base et attirer de nouveaux électeurs. Si l'on préfère rester pur et dur, c'est qu'on ne veut pas réellement exercer le pouvoir ni en assumer la responsabilité. On conserve alors un discours parfaitement cohérent, mais sans perspective de victoire. C'est ce qui rend aujourd'hui la division de la gauche, autour d'une personnalité comme Mélenchon, pratiquement irréconciliable.

Jean-Louis Bourlanges :

C'est une primaire très importante et très intéressante. Je comprends le réflexe

anti-orléaniste devant un suffrage censitaire, mais cela me paraît secondaire. Les électeurs devaient payer 15 euros, ce qui restait accessible, sauf peut-être pour les plus jeunes. Le problème est plutôt qu'il s'agissait d'une primaire ouverte, et non réservée aux militants du Parti socialiste et de Place publique. Je connais des gens qui ne sont pas du tout de cette sensibilité et qui sont allés payer consciencieusement leurs 15 euros pour renforcer le camp anti-Mélenchon. Je ne suis pas certain que ce calcul soit intelligent, ni que cette élection ne serve pas finalement Mélenchon.

Il y a un paradoxe fondamental dans la candidature de Glucksmann. Il est le porte-parole de l'idée des deux gauches irréconciliables, formulée par Manuel Valls. Mais Valls en avait tiré la conséquence qu'il fallait faire affaire avec Emmanuel Macron, bien qu'il ne l'aimât pas. Glucksmann en tire la conclusion inverse : il est candidat, mais ne rompt pas avec l'union de la gauche. Je suis frappé par la différence de traitement qu'il réserve au macronisme et au mélenchonisme. Avec le macronisme, c'est la rupture ; avec le mélenchonisme, c'est le refus de l'hégémonie de Mélenchon. Autrement dit, dès lors que le rapport de force serait équilibré entre les deux gauches, une alliance redeviendrait possible. Sa rupture avec le macronisme est donc parfaitement incohérente. Ce porte-à-faux devrait se manifester au cours de la campagne. Il a fait une primaire sur la rupture avec le mélenchonisme et va mener une campagne présidentielle sur l'union de la gauche, parce que celle-ci reste un mythe fondamental de la gauche française, comme l'a encore montré le Nouveau Front populaire.

Sur la politique étrangère, en revanche, ses positions sont très nettes. Il est en opposition profonde avec Marine Le Pen comme avec Jean-Luc Mélenchon. Il est résolument pro-européen et ne serait pas hostile à l'Alliance atlantique si Trump n'avait pas bouleversé la donne. On se souvient de cet épisode assez comique où il avait proposé de rapatrier la statue de la Liberté, au motif que les Américains ne nous aimaient plus. Bartholdi et Laboulaye devaient se retourner

dans leur tombe ! Sur ce terrain, Glucksmann présente une ligne très claire, à laquelle nos partenaires européens, notamment ceux qui soutiennent la coalition des volontaires, seraient certainement sensibles. Son élection leur apporterait une véritable sécurité.

Sur le plan économique, en revanche, c'est absolument ingérable. Il s'en tire par une surenchère volontariste assez utopique : davantage pour l'écologie, pour les femmes, pour les minorités, pour tout le monde. Mais il passe à côté du choix fondamental : faut-il prendre au sérieux la crise budgétaire, cesser d'arroser et resserrer tous les boulons pendant deux ou trois ans, comme entend l'incarner Édouard Philippe, ou continuer à ouvrir les vannes ? Glucksmann se situe complètement à contre-courant des exigences de la crise financière.

Cela crée une difficulté considérable. Dans le bloc central, les électeurs attachés au soutien à l'Ukraine pourraient être tentés de voter pour lui. Je voterais moi-même pour lui au second tour sans aucune hésitation, pour cette raison. Mais la bourgeoisie, qui prend ses intérêts au sérieux, peut se dire qu'il ne saura pas gérer la France, qu'il faut un pouvoir rigoureux et non une répétition des années Mitterrand de 1981 à 1983.

Comment cette contradiction peut-elle évoluer ? Glucksmann sera contraint de gouverner avec le centre, faute de pouvoir disposer d'une majorité législative autrement. S'il fait alliance avec les mélenchonistes, tout son discours s'effondre. S'il veut une majorité conforme à ses orientations, il devra regarder vers le centre. Il est donc conduit à vouloir gouverner au centre tout en étant obligé de parler à gauche. C'est une situation extrêmement délicate. À qui cette candidature profite-t-elle ? Nuit-elle à Mélenchon ? Les premières indications suggèrent que non. Il existe plusieurs gauches, et c'est tout le sens de la question posée par Philippe : « *combien de divisions ?* », en référence à la fameuse question de Staline sur le Vatican, lors d'une conversation avec Pierre Laval. Mais les divisions dont nous parlons ne sont pas des divisions militaires : ce sont deux gauches profondément différentes. Le pari de Glucksmann est que

la gauche mélenchoniste serait soluble dans ce qu'il appelle, assez abusivement, la social-démocratie, et qu'elle ne constituerait qu'un épiphénomène. C'est faux. Cette gauche radicale est profondément enracinée. On observe d'ailleurs un rapprochement des intentions de vote vers Mélenchon. Marine Tondelier et Fabien Roussel ont tous deux souffert de la désignation de Glucksmann, parce que leurs électorats sont profondément hostiles à cette prétendue social-démocratie et considèrent qu'il faut faire front. Or celui qui peut incarner ce front, c'est Jean-Luc Mélenchon. Glucksmann aura donc beaucoup de mal à éroder le bloc mélenchoniste. Il lui reste à chercher des voix du côté du bloc central, mais sa position est très inconfortable. C'est pourquoi je serais plutôt porté à croire qu'il déclinera au cours de la campagne, sans en être certain. Il dispose néanmoins d'un héritage électoral considérable : sa campagne européenne. En défendant une ligne pro-européenne très proche de celle de Macron, il avait divisé le vote macroniste européen et fait pratiquement jeu égal avec Valérie Hayer, la candidate du président. Il voudrait renouveler cette opération. S'il parvient à attirer des électeurs du bloc central, il nuira directement à Gabriel Attal, mais aussi à Édouard Philippe. Nous serons alors devant la question « *la droite, combien de divisions ?* » Avec David Lisnard, cela fera quatre familles : une droite sécuritaire et hostile à l'immigration, incarnée par Bruno Retailleau ; une droite libérale, représentée par Lisnard, qui constitue une famille politique réelle mais minoritaire ; une droite post-macronienne, à mi-chemin entre la gauche et le libéralisme, autour de Gabriel Attal ; et enfin Édouard Philippe, qui entend incarner le sérieux et rassembler ces différentes sensibilités, mais qui risque d'en sortir considérablement affaibli. La candidature de Glucksmann me paraît donc plutôt une mauvaise nouvelle pour les candidats du bloc central.

Akram Belkaïd :

La question essentielle est de savoir quel impact cette primaire aura sur les intentions de vote en faveur de La France insoumise et de son candidat. Je

constate que plusieurs militants socialistes, mais aussi communistes, prennent leurs distances avec Raphaël Glucksmann. J'ai notamment été très étonné d'entendre Pierre Moscovici déclarer qu'il voterait pour Jean-Luc Mélenchon. Cela rejoint une impression que j'ai eue tout au long de cette campagne des primaires : La France insoumise semble avoir délibérément retenu ses coups contre Glucksmann. Comme si LFI avait intérêt à ce que le candidat de la gauche sociale-démocrate, réformiste, ou de gouvernement, comme disent certains de mes confrères, soit précisément Glucksmann plutôt qu'une autre personnalité de gauche.

Reste l'inconnue François Hollande. Sa possible candidature suscite beaucoup de moqueries sur les réseaux sociaux, mais nous ne savons pas comment les choses vont évoluer. Il est censé être barré par la primaire. Mais il n'a pas définitivement écarté sa candidature.

Béatrice Giblin :

Ce n'était pas le moment opportun pour préciser sa position ; j'aurais été très étonnée que François Hollande fasse une déclaration dès le dimanche. Il a envoyé un SMS pour féliciter Glucksmann, mais nous ne l'avons pas entendu le faire publiquement.

Je reste convaincue, que Jean-Luc Mélenchon suscite une profonde détestation chez une grande partie des Français. Peut-être me trompé-je, mais son soutien à Maduro au Venezuela, comme auparavant à Chávez, son attitude vis-à-vis de Poutine, tout cela préoccupe une partie de nos concitoyens. Sans parler du comportement des députés LFI au Parlement, marqué par un discours permanent de confrontation et d'affrontement. L'image de LFI est très solidement ancrée dans certains segments de la population et certains territoires. La géographie de ses résultats électoraux est d'ailleurs extrêmement intéressante. Mais pour devenir président de la République, il faut élargir sa base électorale. Mélenchon ne peut plus guère le faire sur sa gauche, qu'il a déjà conquise. Il doit

donc nécessairement chercher des voix sur sa droite. En maintenant un discours idéologiquement pur, sans compromis possible, il se condamne à ne pas élargir son électorat.

C'est pourquoi je crains qu'il ne parvienne au second tour pour finalement, à mon grand désespoir, faire élire Marine Le Pen. Beaucoup d'électeurs refuseront de participer au front républicain. Mélenchon fait le pari qu'au second tour, tous les électeurs de gauche finiront par se rallier à lui et voter pour lui. Hélas, je suis loin d'en être certaine.

Jean-Louis Bourlanges :

Si Glucksmann est éliminé, il votera pour Mélenchon. C'est tout le paradoxe : il ne pourra pas ne pas voter pour lui au nom de la lutte contre le fascisme.

Béatrice Giblin :

Mais cela ne signifie pas que ses électeurs feront de même.

Jean-Louis Bourlanges :

Je suis tout à fait d'accord avec votre analyse de Jean-Luc Mélenchon. Sa stratégie n'est pas populiste, elle est révolutionnaire. Marine Le Pen est sur une ligne populiste, Mélenchon pas du tout. Il dit n'importe quoi, mais à des fins très précises et très ciblées. Ce qu'il recherche, comme toujours, c'est la conflictualité, et notamment la confrontation avec Marine Le Pen après l'élection. Il a probablement compris qu'il avait assez peu de chances de l'emporter. Un haut fonctionnaire me disait récemment que si Mélenchon était présent au second tour, le 2 mai, l'affrontement commencerait dans la rue dès le lendemain. Et que s'il n'y était pas, il commencerait dès le 1er mai. Cette analyse me paraît assez juste ...

Pour les intérêts du bloc central, la meilleure configuration aurait été de conserver plusieurs candidatures de gauche concurrentes de celle de Mélenchon

: Marine Tondelier, Fabien Roussel, éventuellement Olivier Faure, qui auraient chacune pu lui prendre un point, deux points ou deux points et demi, et ainsi empêcher sa qualification au second tour. Avec la candidature de Glucksmann, au contraire, la situation se clarifie pour la gauche radicale et Mélenchon risque de faire le plein de ses voix dès le premier tour. C'est en cela que cette candidature est dangereuse. Un sondeur me disait : si Glucksmann réussit, c'est bon pour Mélenchon ; s'il échoue, c'est mauvais pour Philippe. Dans les deux cas, la candidature de Glucksmann affaiblit le bloc central et renforce objectivement, pour les raisons que vous avez évoquées, Béatrice, les chances de Marine Le Pen. C'est d'autant plus préoccupant qu'elle durcit profondément son discours en ce moment. Ceux qui prétendent qu'elle aurait opéré un virage européen ne connaissent véritablement ni Marine Le Pen ni l'Europe.

Akram Belkaïd :

Je ne suis absolument pas d'accord avec cette description de Mélenchon comme un croquemitaine, une horreur absolue. Il existe un mouvement très puissant qui le soutient, une France qui se reconnaît dans ses idées. Tout dépend de la manière dont on appréhende l'évolution du monde et les défis auxquels nous sommes confrontés. Beaucoup de gens, y compris parmi ceux qui n'ont jamais voté, sont convaincus que nous assistons à l'effondrement d'un système néolibéral et capitaliste qui nous a conduits à la situation actuelle, avec notamment des crises écologiques appelées à se répéter.

J'ajouterai un sentiment qui me frappe partout où je vais en France : la colère. Les Français sont en colère. Je me souviens qu'un ancien médiateur de la République, dont j'ai oublié le nom, avait consacré une pleine page du Monde à mettre en garde contre cette colère qui traverse la société française. Mélenchon peut certes déranger par sa recherche de la conflictualité et sa démarche délibérément révolutionnaire, mais cela correspond aussi à l'air du temps. Nous traversons une période qui n'a absolument rien de normal. Ce n'est pas

« *business as usual* ». Nous ne sommes plus en 2002 ni en 2007. Nous sommes à un moment charnière, ne serait-ce que sur la question de la dette, qui impose de repenser les projets de société et l'évolution de notre pays.

Jean-Louis Bourlanges :

Vous avez raison, mais Le Pen, ce n'est pas non plus « *business as usual* ».

Philippe Meyer :

Juste une remarque marginale. Je suis frappé depuis plusieurs années par le fait que la notoriété est devenue une valeur absolue, quelle que soit la manière dont on l'acquiert, que ce soit en éteignant un feu de forêt ou en égorgeant un membre de sa famille ... Sans comparer la personne dont je vais parler à aucun de ces cas de figure, Raphaël Glucksmann a une compagne qui occupe une place importante dans l'audiovisuel, et je suis étonné par la place que prennent, dans la presse, les conséquences de sa désignation sur la carrière de celle-ci. Je me souviens d'une époque où les rapports entre la presse écrite et la presse audiovisuelle étaient des rapports de contrôle réciproque, et non de génuflexion. Aujourd'hui, même les journaux qui se veulent les plus austères, lorsqu'ils cherchent à se montrer attrayants, consacrent colonne après colonne à une question certainement très importante pour les personnes concernées, mais qui ne présente absolument aucun intérêt pour l'ensemble de la société française.

LE DÉSORDRE HOUTHY

Introduction

Philippe Meyer :

Le 11 septembre, à l'issue d'une offensive éclair, les insurgés houthis, pro-iraniens, ont pris le contrôle de l'ensemble du littoral yéménite de la mer Rouge, après s'être emparés du stratégique détroit de Bab el-Mandeb. En verrouillant ce point de passage au sud de la péninsule arabique qui voit transiter vers le canal de Suez quelque 20.000 navires par an, selon le Centre national d'études spatiales, les Houthis, offrent à l'Iran, une influence sur les deux principales routes d'exportations du pétrole du Moyen-Orient, avec le détroit d'Ormuz. Les houthistes sont issus d'un mouvement né dans les années 1990, à Saada, dans le nord-ouest pauvre du Yémen, près de la frontière saoudienne. Il visait à protéger le zaïdisme – une branche minoritaire de l'islam chiite minoritaire dans le pays – et à réaffirmer une identité religieuse et culturelle fragilisée par l'essor de réseaux sunnites radicaux, salafistes et wahhabites, importés d'Arabie saoudite avec le soutien des autorités de la capitale, Sanaa. À partir de 2004, ses combattants se sont insurgés contre le pouvoir central. Dotés d'une branche politique et d'une branche armée, ils ont pris Sanaa en 2014 et contrôlent des territoires où vit la grande majorité de la population, tandis que les forces gouvernementales, reconnues par la communauté internationale, tiennent une superficie plus vaste mais moins peuplée. Entre 2014 et 2022, une coalition menée par Riyad en appui au gouvernement central yéménite, a tenté, sans succès, de repousser les Houthis, qui ont renforcé leurs capacités balistiques et de drones, avec l'appui de Téhéran.

Après les attaques du Hamas, le 7 octobre 2023, le mouvement houthi a changé de dimension. Relégué autrefois au rang de guérilla de montagne, il s'est transformé en une puissance régionale comptant environ 350.000 combattants, capables de paralyser les routes maritimes et d'ébranler les marchés internationaux. Au nom du soutien à Gaza, ses combattants tirent missiles et drones vers Israël et s'en prennent au trafic maritime en mer Rouge. Depuis cet été, ils mènent des attaques régulières contre l'Arabie saoudite ses installations pétrolières, ses infrastructures civiles et stratégiques, y compris des ports essentiels, comme Yanbou, et ses aéroports. Le 10 octobre, 13 personnes ont été tuées et 309 blessées dans une attaque revendiquée par les Houthis contre l'aéroport de Riyad.

Les Saoudiens se démènent pour faire de la lutte contre les houthistes un enjeu international. Ils ont été déçus par l'allié américain qui a refusé de frapper les houthistes et pris langue avec ces derniers en septembre. Toutefois, l'armée américaine fournit à Riyad une aide de renseignement et de ciblage, et ravitaille des avions en vol. L'Arabie saoudite a obtenu un soutien défensif de la France et de la Grande-Bretagne tandis que le pacte de La Mecque, signé le 7 août avec le Pakistan et la Turquie, a finalement été activé le 5 octobre. Il devrait cependant se cantonner à des opérations défensives.

Béatrice Giblin :

Le désordre houthi illustre une situation éminemment géopolitique : comment un conflit local ancien, à l'origine une guerre civile au Yémen, s'étend à l'échelle régionale puis acquiert une dimension planétaire. Nous assistons à un télescopage entre la mondialisation des échanges et des conflictualités locales et régionales. Le détroit de Bab el-Mandeb, par lequel transitent 12% du pétrole et environ 20% du trafic maritime, est indispensable au fonctionnement de la mondialisation actuelle. Or cet espace stratégique se trouve directement confronté à ces conflits.

À l'origine, il s'agit d'une guerre civile dont les caractéristiques sont à la fois géographiques, historiques, politiques, économiques et religieuses. Comme Philippe l'a rappelé, le mouvement houthi est issu d'une minorité chiite particulière, les zaïdites, qui entend résister à une poussée sunnite radicale. Rappelons que le père d'Oussama ben Laden était yéménite et avait quitté le Yémen pour faire des affaires en Arabie saoudite. Il ne faut donc pas négliger la dimension religieuse de cette situation.

La configuration géographique est également essentielle. Les Houthis sont implantés sur les hauts plateaux du nord-ouest du Yémen. Sanaa se trouve à 2 200 mètres d'altitude, ce qu'il faut garder à l'esprit. Ce sont des guerriers très bien entraînés, qui savent se battre, contrairement aux forces gouvernementales yéménites. Le Yémen ne constitue pas véritablement une nation unifiée, mais un ensemble étatique dans lequel deux grandes confédérations tribales demeurent des références essentielles. Le mouvement houthi tire d'ailleurs son nom de la famille qui l'a fondé. Les hauts plateaux du nord-ouest concentrent environ les deux tiers des quelque 30 millions d'habitants du pays. Au sud, la région littorale d'Aden a toujours été davantage ouverte sur l'extérieur. Il existe ainsi une

opposition entre des populations de l'intérieur, plus traditionnelles et nettement plus pauvres, et des populations urbaines, plus jeunes, plus ouvertes, qui aspirent à des changements. La croissance démographique est forte dans les deux ensembles. Ces aspirations ont notamment conduit à la contestation du président Ali Abdallah Saleh, finalement écarté lors des printemps arabes. Les Houthis ont profité de cette déstabilisation pour lancer une offensive et prendre le contrôle de la capitale, Sanaa, qu'ils entendent conserver. Les événements actuels constituent donc, au fond, un réveil de cette guerre civile. Depuis 2014, les Houthis se sont considérablement renforcés avec le soutien de l'Iran. Ils se sont armés et produisent désormais une partie de leur armement sur place. Le Yémen étant depuis toujours un territoire de trafics, notamment d'armes, ils ont développé un véritable savoir-faire dans l'importation de pièces détachées et leur assemblage. Ils sont aujourd'hui capables de tirer des missiles à 2.000 kilomètres, ce qui n'est pas à la portée de n'importe quel groupe armé. Pourtant, on continue souvent à les représenter comme de simples rebelles retranchés sur leurs hauts plateaux, incapables de faire autre chose que du trafic. C'est une profonde erreur. Les Houthis ont organisé leur territoire, prélèvent des taxes et contrôlent les populations. Ils ne sont pas non plus simplement aux mains des Iraniens : ils possèdent leur propre stratégie. Leurs attaques contre l'Arabie saoudite en témoignent. Ils visent avec beaucoup d'habileté les points faibles du royaume. Mohammed ben Salmane entend préparer l'après-pétrole, attirer les investissements étrangers et développer économiquement le littoral de la mer Rouge. En attaquant notamment les aéroports, les Houthis frappent des infrastructures névralgiques pour ces projets. Un grand rassemblement qui devait prochainement s'y tenir a ainsi été annulé faute de garanties de sécurité. En déstabilisant l'Arabie saoudite, ils se placent dans une position de force. Nous n'en avons certainement pas fini avec leur savoir-faire stratégique, et il faut cesser de les considérer comme de simples groupes rebelles vivant de trafics.

Akram Belkaïd :

Le roi Ibn Saoud, fondateur de l'Arabie saoudite actuelle, avait coutume de prodiguer ce conseil à ses très nombreux fils : garder toujours le Yémen à l'œil.

Cela signifiait qu'il fallait maintenir un Yémen faible, mais stable. Dès la naissance du royaume, en 1932, l'Arabie saoudite avait d'ailleurs nourri des ambitions expansionnistes et subi une première défaite face au Yémen.

Au-delà de la situation géopolitique qui vient d'être décrite, nous assistons à un échec majeur de Mohammed ben Salmane, prince héritier et futur roi s'il succède à son père. Lorsqu'il a déclenché la guerre contre les Houthis en 2015, il imaginait une promenade de santé. Elle s'est transformée en drame humain, marqué par des crimes de guerre et un nombre considérable de victimes. Une première négociation a finalement abouti à une trêve en 2022, et l'on peut se demander pourquoi les hostilités ont repris en juillet dernier. L'échec de MBS est donc de taille.

Sa stratégie économique d'ouverture, incarnée par le plan Vision 2030, les villes technologiques et le développement touristique, se trouve directement menacée. Il a suffi de quelques drones tombés sur un aéroport pour provoquer des annulations massives. Cela concerne également le petit pèlerinage à La Mecque, qui peut s'effectuer tout au long de l'année. Il n'a pas la même valeur religieuse que le grand pèlerinage, mais représente une activité économique considérable pour l'Arabie saoudite. Or les annulations se multiplient dans le monde musulman, les fidèles craignant désormais de se rendre dans le royaume.

Que veulent les Houthis ? L'explication la plus simple consiste à les présenter comme des instruments de l'Iran, mais elle est fausse. Ils entretiennent une alliance stratégique avec Téhéran, tout en poursuivant leur propre agenda. Leur objectif est d'être reconnus comme l'acteur principal du Yémen, au moins dans le nord-ouest du pays, et d'obtenir de l'Arabie saoudite qu'elle satisfasse certaines de leurs exigences. Parmi celles-ci figurent la reconstruction des infrastructures détruites par les bombardements entre 2015 et 2022 et le financement de

l'appareil étatique yéménite. Toutes ces questions sont sur la table. Les Saoudiens se trouvent dans une situation embarrassante. Ils soutiennent le gouvernement légitime qui a succédé à Ali Abdallah Saleh, mais savent qu'ils devront tôt ou tard négocier avec les Houthis. D'autant que l'Arabie saoudite a été, dans le passé, l'alliée de leurs prédécesseurs. Le Yémen du Nord était autrefois un royaume dirigé par un imam zaïdite, appartenant donc au même courant religieux que les Houthis. Les Saoudiens avaient soutenu les zaïdites dans la guerre civile contre les forces républicaines et marxistes qui voulaient mettre fin à la monarchie. L'idée selon laquelle l'Arabie saoudite et les Houthis seraient condamnés à l'affrontement perpétuel est donc historiquement fausse. Une entente reste possible.

Il faut enfin préciser un élément religieux essentiel. Les zaïdites, dont sont issus les Houthis, sont certes considérés comme des chiïtes, mais leur chiisme diffère profondément de celui de l'Iran. Ils reconnaissent notamment les premiers califes, ce qui les rapproche du sunnisme sur un point doctrinal important. À tel point que, dans une partie de la littérature islamologique, jusque dans les années 1960, 1970, voire 1980, le zaïdisme était parfois considéré comme une cinquième école juridique du sunnisme. Il existe donc historiquement une forme de tolérance à leur égard qui rend possible un rapprochement avec les Saoudiens. D'autant que les Houthis ne sont pas perses, mais arabes, et que leurs prédécesseurs ont été les alliés du royaume saoudien.

Philippe Meyer :

Il faut décidément faire très attention au Yémen, car du côté d'Oman, c'est la même chose. Les Omanais ont eux aussi eu affaire aux marxistes du Sud, qui ont résisté pendant une bonne dizaine d'années aux sultans successifs. Pour en venir à bout, ceux-ci ont eu besoin de l'aide considérable des Britanniques et des Iraniens, à l'époque du Shah.

Jean-Louis Bourlanges :

Je suis beaucoup moins savant que vous sur les affaires houthies et j'ai tendance à reprendre à mon compte cette phrase du général de Gaulle : « *vers l'Orient compliqué, je m'envole avec des idées simples.* » Je voudrais faire trois remarques.

La première, c'est que cette situation résulte largement de la décomposition du contrôle américain sur la région. Il est frappant de constater que les Américains ont successivement lâché tous leurs amis. À commencer par Israël, qui les a engagés dans une aventure à mon avis sans issue, mais dont Trump finira par vouloir arrêter les frais. Ils se sont dégagés de tout effort de protection des Émirats arabes unis, qui constituaient pourtant une base avancée des États-Unis et qui ont subi de plein fouet les attaques iraniennes. Ils ont abandonné l'Afghanistan, se sont désintéressés de l'Irak et entretiennent désormais des rapports extrêmement curieux avec l'Arabie saoudite, qu'ils aident marginalement tout en négociant ouvertement avec les Houthis.

Avec son intempérance verbale habituelle, Trump a même expliqué que les Houthis étaient finalement très bien puisqu'ils ne menaçaient pas les intérêts américains. C'est extrêmement significatif de sa conception de ces intérêts, qui se limitent désormais à l'hémisphère américain, aux différentes Amériques, le reste lui important fort peu. Il faut évidemment ajouter l'Ukraine à cette liste des alliés abandonnés. Nous assistons à un désengagement systématique des États-Unis, dont on ignore s'il est motivé par la vanité, l'appât du gain ou des considérations électorales à court terme. Mais ses conséquences sont terrifiantes, car il provoque un déséquilibre stratégique profond, qui concerne également Taïwan. Les Saoudiens tentent de combler ce vide par un rapprochement avec le Pakistan et la Turquie. Cette dernière apparaît de plus en plus comme un gendarme conservateur face au gendarme iranien, qui incarne une puissance révolutionnaire. Mais le Pakistan comme la Turquie hésitent à s'engager pleinement dans cette stratégie.

Ma deuxième remarque concerne une donnée stratégique fondamentale : l'avantage que peut posséder le faible face au fort. C'est l'une des grandes leçons de la guerre d'Afghanistan, où quelques tribus plus ou moins bien armées ont mis en échec la première puissance militaire mondiale. C'est aussi celle de l'Ukraine, où un pays relativement petit a résisté à l'immense puissance russe, contraignant les Russes à recourir à une stratégie de terreur absolument épouvantable contre les populations civiles. Nous retrouvons cette situation face à l'Arabie saoudite. Quelques drones et quelques missiles suffisent à semer une pagaille extraordinaire dans les projets spectaculaires du prince héritier, qui n'arrive même plus à maintenir son forum international. C'est tout à fait impressionnant.

Ma troisième remarque porte sur l'affaiblissement du monde sunnite. Il souffre d'abord de ses divisions. La rivalité entre les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite pèse lourdement sur leur incapacité à organiser une réaction coordonnée face aux Houthis. Mais l'Arabie saoudite elle-même pose problème. Je me souviens de lectures de jeunesse, notamment de Benoist-Méchin, qui décrivaient le départ de Hussein, le potentat hachémite des lieux saints, sous la pression purificatrice des wahhabites. J'ai aujourd'hui l'impression d'assister à un mouvement inverse. Mohammed ben Salmane tente de substituer une dictature politique au pouvoir conservateur de la hiérarchie religieuse, avec des conséquences sur les droits de l'homme que certains épisodes ont tragiquement illustrés. Parallèlement, il a engagé une libéralisation réelle, quoique prudente, notamment à l'égard des femmes, désormais autorisées à conduire. Il fait ainsi évoluer son régime vers un système qui n'est certes pas comparable à l'Irak de Saddam Hussein, mais qui devient à la fois plus laïque et plus dictatorial, et sans doute moins puissant sur le plan religieux.

Or, face à lui, nous avons affaire à des durs de durs. On observe ainsi, dans l'islam contemporain, un affaiblissement des modérés face aux plus radicaux. Cette évolution est extrêmement préoccupante. La conclusion est que la seule

solution qui pourrait paraître rationnelle aux Américains est absolument impossible à mettre en œuvre : détruire le pouvoir iranien. Car l'Iran constitue le pivot de toute cette situation. Je vous rejoins sur le fait que les Houthis ne sont pas des agents de Téhéran, mais bien ses alliés. Il n'en demeure pas moins que la résistance iranienne aux États-Unis et à Israël est au cœur de cette désagrégation d'un Moyen-Orient en déshérence.

Akram Belkaïd :

C'est l'avenir même de l'Arabie saoudite, et peut-être de la monarchie, qui est en question. Au sein de la famille royale, beaucoup rongent leur frein. Il faut se souvenir de la manière dont Mohammed ben Salmane avait fait séquestrer une bonne partie de l'establishment saoudien pour exiger de ses membres qu'ils versent leur écot au Trésor public. Ses échecs actuels, auxquels s'ajoute le refus des Américains de voler à son secours, fragilisent sa position. Les Ottomans avaient bien compris la difficulté de contrôler le Yémen. C'est un pays montagneux, dont la géographie rappelle celle de l'Afghanistan. Une offensive terrestre aurait donc peu de chances d'aboutir, tant la topographie offre de possibilités de défense.

Quant au fameux pacte de La Mecque, il faut rappeler les réticences du Pakistan, qui traverse actuellement des difficultés politiques intérieures. Si des soldats pakistanais devaient mourir en Arabie saoudite, les conséquences politiques pourraient être considérables. En Turquie, ce pacte n'a même pas encore été ratifié par le Parlement et ne figure pas à son ordre du jour. Erdogan, toujours très habile, pourrait donc se retrancher derrière cet argument pour expliquer qu'il ne peut intervenir tant que ses parlementaires n'ont pas approuvé l'accord.

Béatrice Giblin :

Pour revenir aux difficultés de Mohammed ben Salmane en Arabie saoudite, les Houthis se présentent comme les défenseurs de Gaza et attaquent Israël. Or

l'opinion publique arabe est extrêmement favorable à leur stratégie.

Akram Belkaïd :

Et elle n'a que faire de l'opposition entre chiisme et sunnisme.

Béatrice Giblin :

Absolument. C'est ce qui réduit encore davantage la marge de manœuvre de Mohammed ben Salmane, y compris dans son propre pays. L'Arabie saoudite, avec La Mecque et Médine, se veut le phare du sunnisme et, plus largement, de l'islam. Mais elle ne peut pas lancer une offensive contre les Houthis, surtout avec le soutien des Occidentaux, sans se placer dans une situation encore plus difficile.

Jean-Louis Bourlanges :

La situation est assez comparable à celle qui a suivi la Première Guerre mondiale, lorsque les Hachémites représentaient un islam modéré, étroitement lié aux Occidentaux, et se heurtaient à la résistance wahhabite, qui incarnait une forme de pureté religieuse et de refus de l'influence occidentale. Cette résistance s'est ensuite prolongée dans d'autres mouvements, notamment baasistes. Aujourd'hui, nous assistons à un renversement des rôles : les wahhabites se retrouvent du côté des tièdes, des modérés, alors qu'ils ne le sont évidemment pas.